

dossier n° PC

Commune de Freissinières

date de dépôt : 17 juin 2019

date d'affichage de l'avis de dépôt :

demandeur : SCI KATHLEEN, représenté par
LAVERHNE Luc

pour : Rénovation d'une maison de village :
aménagement des combles, création d'une
lucarne, surélévation de la toiture,
modification et ravalement des façades.

adresse terrain : lieu-dit les Ribes, à
Freissinières (05310)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de la commune de Freissinières

Le maire de Freissinières,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 17 juin 2019 par SCI KATHLEEN, représenté par LAVERHNE Luc demeurant 10 RUE Kléber, Lambersart (59130);

Vu l'objet de la demande :

- pour Rénovation d'une maison de village : aménagement des combles, création d'une lucarne, surélévation de la toiture, modification et ravalement des façades. ;
- sur un terrain situé lieu-dit les Ribes, à Freissinières (05310) ;
- pour une surface de plancher créée de 35 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de FREISSINIERES approuvé le 04/04/2011, modifié le 04/07/2013 (modification n°1) et révisé le 04/07/2013 (révisions simplifiées n°1, 2 et 3) et mis en révision le 28/12/2015

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels de la commune de FREISSINIERES approuvé en date du 23/10/2015 ;

Vu les pièces fournies en date du 18 juillet 2019;

Vu l'avis favorable de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine - Architecte des Bâtiments de France en date du 23/07/2019 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ, sous réserve du respect des prescriptions formulées à l'article 2 ci-dessous

Article 2

La parcelle est desservie par le réseau public d'assainissement.

Elle est donc supposée être raccordée à ce réseau, cependant, seul un diagnostic du branchement pourra le confirmer.

La collectivité propose d'effectuer cette vérification de conformité du branchement pour un montant de 142,18 euros HT (délibération n° 3 du 13 décembre 2018 fixant le tarif).

Observations :

1) Les recommandations et observations formulées par l'Architecte des Bâtiments de France, sont jointes au présent arrêté.

2) L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le terrain, objet de la présente demande, est situé dans une zone de sismicité 4, niveau d'aléa moyen.

Le respect des règles de construction relevant entièrement de sa responsabilité, le pétitionnaire est invité à prendre contact avec un homme de l'art afin que le projet soit réalisé conformément aux règles de construction spécifiques aux zones sismiques.

3) Si les travaux envisagés concernent un bâtiment existant dont la surface de plancher est supérieure à 50 m², l'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (D.A.A.C.T.) du projet devra être accompagnée, en application de l'article R. 462-4-2 du code de l'urbanisme, d'un document attestant la prise en compte de la réglementation thermique par le maître d'oeuvre ou par le maître d'ouvrage dans la réalisation des travaux. Ce document à fournir est le formulaire généré par l'outil en ligne du site internet www.rt-batiment.fr. Cette attestation est établie, conformément à l'article R. 131-28-4 du code de la construction et de l'habitation, par une personne habilitée pour réaliser un diagnostic de performance énergétique, pour une maison individuelle ou accolée, par un contrôleur technique, un organisme certifié pour délivrer le label HPE (haute performance énergétique) ou un architecte, pour tout type de bâtiment.

Le 02 septembre 2019

Le maire,


Cyril DREYFUS D'ASTROS
MAIRIE DE FREISSINIÈRES
Hautes-Alpes

Pour information :

Le permis de construire est soumis au versement de la taxe d'aménagement (TA).

. Montant de la TA : 1 397 euros, dont une part communale : 791 euros et une part départementale : 606 euros.

- Lorsque le montant de la taxe (TA) est inférieur ou égal à 1500 euros, un titre de perception unique sera envoyé 12 mois après la date de l'autorisation de construire.

- Lorsque le montant de la taxe (TA) dépasse 1500 euros, elle est exigible en deux échéances, le premier titre de perception correspondant à la moitié de la taxe sera envoyé 12 mois après la date de l'autorisation de construire, le second 24 mois après cette date.

Ces montants sont communiqués à titre de simple information et à titre indicatif. Ils sont susceptibles d'être modifiés sur l'avis d'imposition officiel. Toute contestation ne pourra s'effectuer qu'à compter de la réception de l'avis officiel.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.